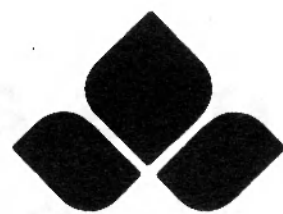


royaliste

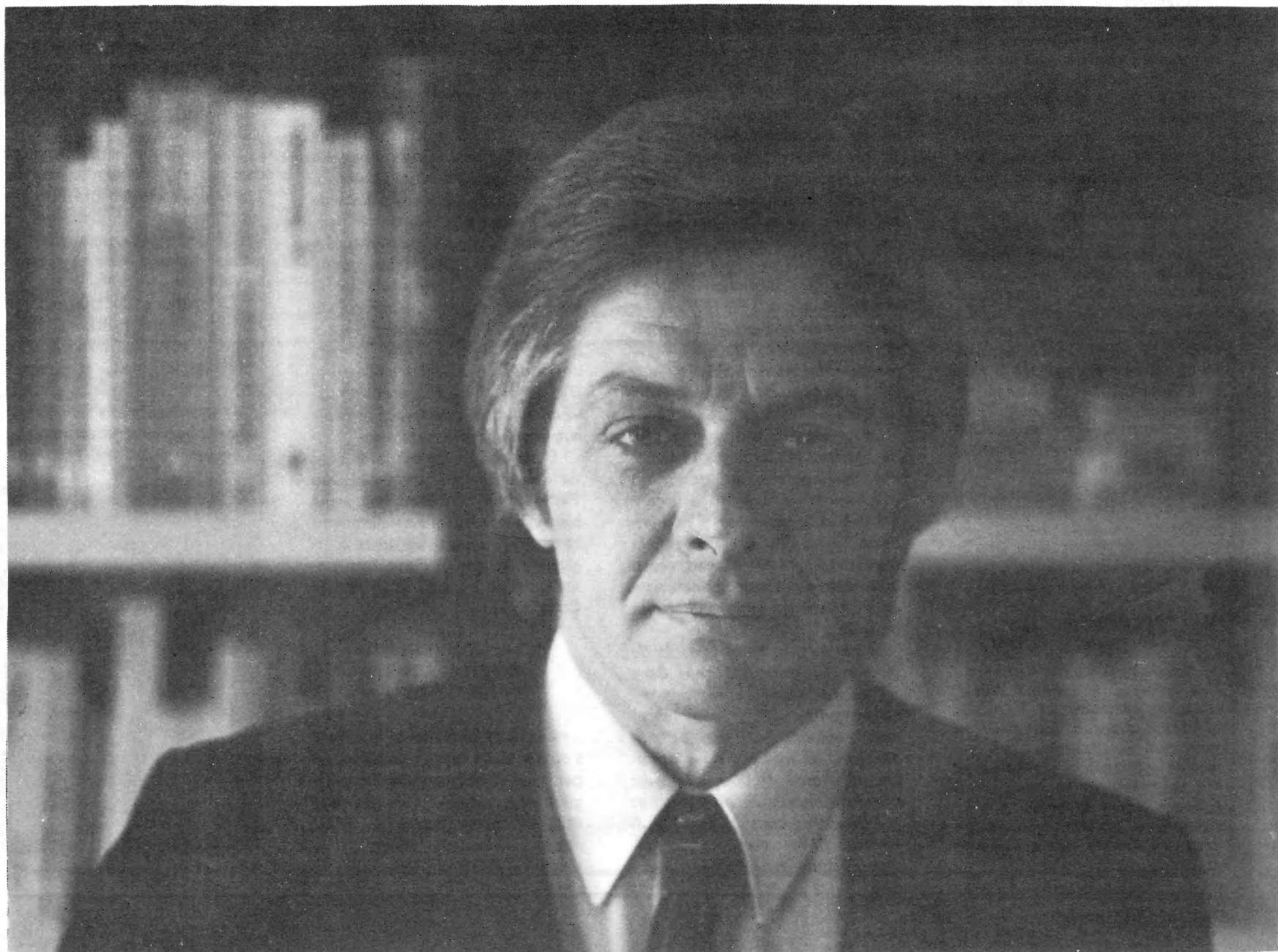
BI-MENSUEL



bertrand renouvin :

le sens de notre action

M 2242 - 402 - 7 F DU 11 AVRIL AU 24 AVRIL 1984 - 14ème année - N° 402 - 7 F



nos amis d'italie

Les 24 et 25 mars 1984 s'est tenu, dans les salons de l'Hôtel Universo de Rome, le second Congrès du Parti Monarchique National (PMN) italien. Nos amis transalpins nous ayant aimablement invités, une délégation de la NAR dirigée par Bertrand Renouvin participait aux travaux de ce parti qui a pour ambition de donner au royalisme italien une nouvelle dimension.

Au lendemain du référendum institutionnel de juin 1946 qui avait vu la victoire de la République dans des circonstances plus que douteuses (rappelons simplement que la Cour de Cassation n'a jamais proclamé les résultats officiels du scrutin !), les royalistes

ARNAUD FABRE

Le nombre impressionnant de témoignages de sympathie reçus par notre journal après la mort d'Arnaud Fabre montre combien notre ami a contribué au rayonnement intellectuel de la N.A.R. Ainsi la lettre de Philippe Robrieux :

«Je viens d'apprendre avec tristesse la mort d'Arnaud Fabre que j'avais eu le plaisir de connaître.

Au-delà de tout ce qui pouvait séparer le militant de la Nouvelle Action Royaliste qu'il était de l'historien marxiste que je suis, très au-delà, restait la sincérité de ses convictions, la sensibilité et le talent qu'il exprimait. Cette sensibilité et ce talent qui éclatent dans les lignes de reportage sur la Fête de l'Humanité publié dans les colonnes de votre journal... lignes que je venais de relire, au moment même où j'allais prendre connaissance de la triste nouvelle.

Permettez-moi donc de vous dire que les condoléances que je m'efforce de vous adresser ici n'ont rien de protocolaire, rien de formel. Permettez-moi d'ajouter que je le regretterai. (...)

COLONEL BORIUS

14/02/1903- 31/3/1984

Nous avons appris avec émotion le décès du colonel Borius, haute et sympathique figure du royalisme français qui avait su maintenir, à Toulouse, un climat de confiance et d'amitié avec tous les royalistes, quelques soient leurs tendances opposées. A sa famille et à ses amis toulousains nous présentons nos condoléances.

italiens furent confrontés au problème de l'organisation politique de leur action. Leur choix se résuma en 2 options : l'associationisme représenté par l'UMI (Union monarchiste italienne regroupant des monarchistes de toutes tendances, depuis la droite nationale jusqu'au Parti socialiste) ou le parti (aux élections de 1953, le PMN obtint 40 députés et 16 sénateurs).

Mais après bien des vicissitudes, le PMN abandonnait le combat pour la cause monarchique et devenait le «Parti démocratique».

Toutefois, en 1962, le PMN réapparaissait sur la scène politique et menait durant 5 ou 6 années une activité importante en se présentant notamment à diverses élections.

Cesare Crosta, secrétaire national actuel du parti, nous déclara que «les attaques les plus vives contre le PMN partirent des rangs de ceux qui se disaient monarchistes et surtout de l'UMI qui nous accusa de dogmatisme ! Mais le Roi Umberto ne condamna jamais notre action.» Face à l'hostilité puissante de l'UMI, le PMN décidait de s'effacer.

Mais les «royalistes officiels» de l'Union Monarchiste brisaient l'image populaire et sociale du mouvement en tolérant par exemple des alliances avec les néo-fascistes du MSI. En 35 années d'existence, l'UMI n'avait réussi qu'à scléroser l'idéal monarchiste en l'enfermant dans une droite musclée...

«Dès lors, et après le décès du Roi le 18 mars 83, nous décidâmes, par respect envers son enseignement, de recommencer notre activité politique et aux élections de juin 83, nous obtîmes à Rome 14.000 voix avec une liste improvisée en 4 jours et pratiquement sans militants... A Naples, l'UMI s'efforça par diverses manœuvres de saboter notre



Fabio Torriero

action et appela même publiquement à ne pas voter pour nous !»

Désormais, l'associationisme était totalement discrédité...

UN CERTAIN MOIS D'OCTOBRE 1983...

Avant même la renaissance du PMN autour de Cesare Crosta, les jeunes de l'UMI regroupés au sein du FMG (Front monarchiste de la jeunesse) avaient commencé à «secouer» la vieille maison royaliste en formant l'aile «radicale-réformiste» du mouvement. Fabio Torriero se rappelle qu'alors «les anciens disaient que nous étions jeunes, fous ou gauchistes et que la pensée monarchiste ne pouvait s'inscrire qu'à droite. Toutefois, grâce à l'attitude bienveillante de Sergio Boschiero, responsable national de l'UMI, nous parvenions à exprimer nos idées. Aussi, quand ce dernier fut «expulsé» de la direction, l'aile radicale réformiste décida-t-elle de poursuivre la lutte politique avec le PMN. Depuis notre départ, l'UMI n'existe pratiquement plus à Rome et se trouve en pleine déliquescence dans les autres grandes villes d'Italie».

Cette arrivée de militants donna une nouvelle dimension au PMN en lui conférant une assise plus efficace. Il fallait maintenant structurer le parti, le doter d'organes dirigeants et d'une ligne politique ce à quoi s'affaira le Congrès.

UN MOUVEMENT «INTER-CLASSISTE ET RÉFORMISTE»

Le Congrès National du PMN s'ouvrit le 24 mars, réunissant un peu plus d'une centaine de délégués ainsi que divers invités dont quatre représentants de la NAR. Après l'hommage rendu à la mémoire du Roi Umberto et le

rapport du secrétaire national, la discussion pouvait s'engager sur les diverses motions en présence. A la fin de l'après-midi et après divers regroupements et fusions, il ne restait plus que deux textes en présence dont un, «Monarchie nouvelle», était soutenu par Cesare Crosta et Fabio Torriero. Avant que les congressistes ne se séparent pour aller se restaurer, Bertrand Renouvin, très applaudi, présenta au Congrès le salut de la NAR et conseilla aux royalistes italiens, «non point de copier quelque exemple, mais d'être eux-mêmes, en leur souhaitant toute la réussite possible dans leur action».

Le dialogue entre royalistes français et italiens n'en continua pas moins en soirée lors d'un dîner extrêmement sympathique où Heidegger et Rousseau firent excellent ménage avec les pizzas et le vin blanc.

La matinée du dimanche fut consacrée aux ultimes débats avant le vote des motions. Fabio Torriero affirmait, au nom de «Monarchie nouvelle», la «nécessité incontournable d'une présence ouvertement monarchique qui permette de relier l'institution



Cesare Crosta

royale avec le désir d'une société alternative et une ligne politique ouvertement anti-conservatrice, populaire, sociale, qui ne se rattache ni à droite ni à gauche mais qui considère la globalité des intérêts généraux avec la volonté de ne poursuivre que deux objectifs : la liberté et la justice sociale.»

Après des échanges verbaux parfois animés, cette motion obtint 90% des suffrages des délégués et le Congrès fut clos avec l'élection d'un Conseil National. Dans un communiqué de presse diffusé au journal télévisé de 20 h ainsi que dans divers journaux nationaux, le PMN indiqua en quelles lignes directrice son action se développera dans les mois prochains :

«Contestation de la forme institutionnelle de l'Etat, dépassement des modèles économiques traditionnels, ferme opposition à la partitocratie italienne qui paralyse la vie démocratique du pays,



■ B. Renouvin et A. Spano

lutte constante sur les problèmes de l'environnement, de l'écologie, du nucléaire, de la drogue, vote blanc aux prochaines européennes, participation accrue aux élections nationales...»

Une dernière réunion eut lieu entre les membres de la délégation de la NAR et les militants du PMN au siège de leur parti le lundi 26. Après les débats fructueux vint l'heure du départ : nombreuses accolades, une certaine émotion, des futurs rendez-vous, la promesse de se revoir bien vite à Paris pour la prochaine journée d'étude de la NAR. Il était 18 h 45 lorsque nous quittâmes la Ville éternelle où, en si peu de jours, nous avions acquis tant d'amis politiques mais surtout humains...

Antony SPANO

*Partito Monarchico Nazionale,
Via Ottaviano 105
00192 Roma (Italie).*



le voyage inutile

Elle était touchante, l'image de François Mitterrand posant, devant les caméras françaises et américaines, avec un porcelet dans les bras ! Mais fait-on de la politique seulement avec des images ?

Oh certes, mi-mondanités, mi-voyage d'affaires, le périple de M. Mitterrand, fruit d'un ballet diplomatique bien rôdé, ne pouvait que susciter une apparente euphorie. Le Président Reagan ne pouvait que faire bonne figure à un homme :

- qui s'est avéré un allié sûr dans l'affaire des euromissiles,
- qui préside une nation où le pacifisme a si peu d'emprise,
- qui facilite franchement l'ancrage atlantique d'une Europe méridionale (France, Italie, Espagne, Portugal) socialiste dans son ensemble,
- qui préside pour l'heure une Communauté européenne, aussi fantomatique soit-elle.

Ces dispositions d'esprit furent d'ailleurs confirmées par le Secrétaire d'Etat Georges Shultz déclarant : *«Nous avons beaucoup d'amis, mais la France est certainement un ami très solide : nous n'en avons pas de meilleurs»*. Cela fait plaisir, et puis ça ne coûte pas cher. Tout ne pouvait que bien se passer. Tout se passa donc fort bien. Les esprits chagrins, s'ils se félicitent de la visite - ô combien symbolique et manifestement à usage interne - du Chef de l'Etat à la «Silicon Valley», peuvent tout juste déplorer que ce franco-phone averti n'ait pas cru bon de faire étape en Louisiane.

Cependant, à y regarder de plus près, il est permis de demeurer circonspect devant nombre d'ambiguïtés.

Ambiguïté à propos du Liban. On pouvait sourire en entendant

M. Reagan souligner le «coude-à-coude» franco-américain dans ce pays. On pouvait également sourire en entendant M. Mitterrand évoquer les «frères d'armes, qui de Yorktown à Beyrouth ont mêlé leur sang» : belle envolée lyrique ! Mais à un journaliste qui lui demandait s'il n'avait pas été irrité par le retrait précipité des Américains, le président français répondait tout simplement : «Je n'ai rien dit là-dessus... Je n'ai pas dit ce que je pensais, donc vous ne pouvez pas en faire état.» Certes !

Ambiguïté à propos de la nécessité de la reprise du dialogue avec l'Union Soviétique. Sur ce sujet, on s'est mis d'accord à bon compte, pour la simple raison que l'on avait omis de demander son avis à l'un des principaux intéressés, à savoir l'U.R.S.S. De cet «accord», M. Reagan pourra tirer un excellent argument électoral pour rassurer des électeurs inquiets. A part cela... les officiels français feraient bien de se souvenir que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. n'ont besoin de personne pour «dialoguer», et s'entendre éventuellement aux dépens des plus faibles.

Ambiguïté à propos de l'Amérique centrale. M. Mitterrand a tout juste, en termes fort diplomatiques, émis une critique voilée à l'adresse de l'Amérique en rappelant que les révolutions (même entretenues par l'étranger) ne naissent pas spontanément, et que les armes ne peuvent, seules, résoudre les problèmes quand règnent la misère et l'injustice.

Quant aux rivalités économiques, elles constituent indéniablement le volet le plus décevant du voyage présidentiel. Michel Jobert, par une de ces phrases acides, et d'autant plus cruelles qu'elles sont très souvent vraies, dont il a le secret, déclarait récemment : *«Il serait quand même judicieux que François Mitterrand utilise un voyage si peu nécessaire pour faire ressortir aux Américains qu'il n'y a guère de contentieux spécifique franco-américain mais que toutes les difficultés sont européen-américaines : le protectionnisme américain qui ne perd aucune occasion de se renforcer, le travail de sape mené contre l'agriculture européenne, les embargos industriels, la gestion monétaire des crédits et des changes, sont de grands sujets de malentendus transatlantiques»*.

(1)

Or, qu'a obtenu M. Mitterrand dans ce domaine ? Lorsque le protectionnisme est venu en discussion, le président français a proposé que la C.E.E. et les Etats-Unis chargent une commission d'experts d'examiner les griefs de chacun ! Quel est le ministre qui disait : «quand je veux enterrer un problème, je crée une commission.» ? Comme celui qui préside la Communauté n'avait aucun mandat précis en la matière, et que sa position était en outre affaiblie par la «solidarité» que l'on sait, aucune décision n'a été prise. Il était en effet, urgent d'attendre...

Par ailleurs, le Chef de l'Etat, mû par le louable souci de modifier «l'image de marque», d'une France à l'économie déficiente et spécialisée dans les produits de luxe, aurait été bien inspiré d'être plus prudent dans ce domaine. Affirmer comme il l'a fait que l'économie française est en voie de redressement (ce qui relève de la méthode Coué) et que les mouvements sociaux sont plus restreints depuis son élection, revenait à s'exposer à un sanglant démenti, lequel n'a pas tardé avec les événements relatifs à la sidérurgie !

M. Mitterrand, souvent hésitant et malheureux dans ses choix de politique intérieure, nous avait habitué à mieux en matière de politique étrangère. Son déplacement aux Etats-Unis restera, dans le meilleur des cas, comme un voyage inutile.

Alain SOLARI

(1) «Témoignage Chrétien», 26 mars.

la fatalité de l'échec

Les échecs successifs de la politique de relance et de la politique d'austérité ne montrent-ils pas que les tenants d'une croissance «orientée vers une réduction de la contrainte extérieure et une reconquête du marché intérieur»* ont raison ? Mais le gouvernement semble se contenter des résultats actuels et attendre des jours meilleurs.

Parmi les mesures d'urgence préconisées par la gauche avant mai 81 pour résorber le chômage, diminuer le taux d'inflation et réduire le déficit extérieur figurait,

UN HOMMAGE A FRANÇOIS PERROUX

Les lecteurs de «Royaliste» savent avec quelle attention nous suivons les travaux de François Perroux, et avec quelle amicale patience il a accepté, à de nombreuses reprises, de répondre à nos questions.

Professeur au Collège de France, Président de l'ISMEA, auteur d'une liste impressionnante d'ouvrages, François Perroux est incontestablement le plus grand économiste français de notre siècle et aurait du recevoir depuis longtemps le prix Nobel d'économie.

Tel est le savant que le Pape Jean-Paul II a tenu à honorer en lui faisant remettre, par le Cardinal-archevêque de Paris, les insignes de Commandeur de l'ordre de Saint Grégoire le Grand. Au cours de la cérémonie, le Cardinal Lustiger a souligné la prodigieuse fécondité de la réflexion de François Perroux qui, loin de s'enfermer dans la pure technique, n'a cessé d'être éclairée et enrichie par la foi chrétienne.

Le nombre et la qualité des compagnons de sa vie spirituelle et scientifique, de ses amis et de ses disciples, qui se retrouvaient le 27 mars autour de François Perroux montraient l'influence capitale exercée par un savant qui entend, modestement, construire une œuvre «d'intention scientifique» comme il nous le déclarait récemment.

Bertrand Renouvin a transmis à François Perroux les félicitations de la rédaction de «Royaliste» et son affectueuse reconnaissance.

condition nécessaire et suffisante, la reprise de l'activité économique. Pour y parvenir le premier gouvernement Mauroy décida de favoriser la relance de la consommation (en créant des emplois dans le secteur public et en relevant les bas revenus) et des investissements (en augmentant l'aide aux entreprises). Il devait en résulter une création d'emplois productifs, un accroissement des salaires nominaux et une augmentation des entrées fiscales donc une réduction du déficit budgétaire qui, combinée à un allègement des charges fixes des entreprises, devait conduire à une diminution des tensions inflationnistes et par conséquent un renforcement du franc, un retour à l'équilibre extérieur et une amélioration de notre compétitivité.

L'application de ce programme qui fonctionne merveilleusement bien sur le papier, conduisit au blocage des prix et des salaires et à la dévaluation de juin 82, car toute politique de relance qui ne tient pas compte de notre dépendance à l'égard de l'étranger (notamment dans le domaine énergétique) est vouée à l'échec.

Depuis, le gouvernement socialiste s'est engagé sur la voie de l'austérité. Cette nouvelle orientation ne semble pas mieux lui réussir. Ainsi les derniers résultats publiés ne sont guère encourageants. Depuis novembre la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader (1) : 160.000 demandeurs d'emploi supplémentaires dont 58.000 pour le seul mois de février (soit une augmentation de 8,6% par rapport à février 83) ce qui porte le nombre total de chômeurs à 2.193.000 (en données corrigées des variations saisonnières). Nous nous éloignons lentement de la crête des 2 millions, chère à M. Mauroy. Parallèlement l'inflation est loin d'être jugulée et l'objectif que s'était fixé Delors (ramener la hausse des prix à 5% en 1984) paraît impossible à atteindre au regard des résultats de janvier et février, en effet au cours

de ces deux mois les prix ont augmenté de 1,3% (2). Pour ce qui est du commerce extérieur la situation n'est guère plus reluisante : après une nette amélioration à la fin de l'année dernière (en novembre et décembre 83 le déficit fut ramené à 700 M) le solde de notre balance commerciale est de nouveau largement déficitaire (3) : 10,1 Mds de francs pour les deux premiers mois de 84 alors que le gouvernement avait tablé sur 7 à 8 Mds pour l'ensemble de l'année et l'INSEE sur 10 Mds pour le premier trimestre ! Les postes qui contribuent le plus à notre endettement sont le pétrole brut (120,4 Mds de francs), le gaz naturel (24,2) et les produits pétroliers (16,9). Quant aux pays à l'égard desquels notre taux de couverture des exportations par les importations est le plus bas ce sont toujours les pays de la

CEE (exceptée la Grèce) et les Etats-Unis. Enfin, dernier indicateur de la mauvaise santé de notre économie : le déficit budgétaire qui avoisinerait les 130 Mds pour 1983 (soit 3,6% du PIB) alors que le ministre de l'Economie avait prévu qu'il ne dépasserait pas le seuil psychologique des 3%. Deux raisons à cela : l'augmentation des exportations qui a privé l'Etat des ressources de la TVA et l'endettement de l'Etat à l'égard de ce que certains économistes appellent la structure de finance : pour rembourser sa dette, l'Etat emprunte, ce qui provoque une hausse des taux d'intérêt, donc de la dette...

Il est plus que temps pour ce gouvernement de modifier ses orientations économiques, mais n'est-il pas encore plus urgent de changer de gouvernement.

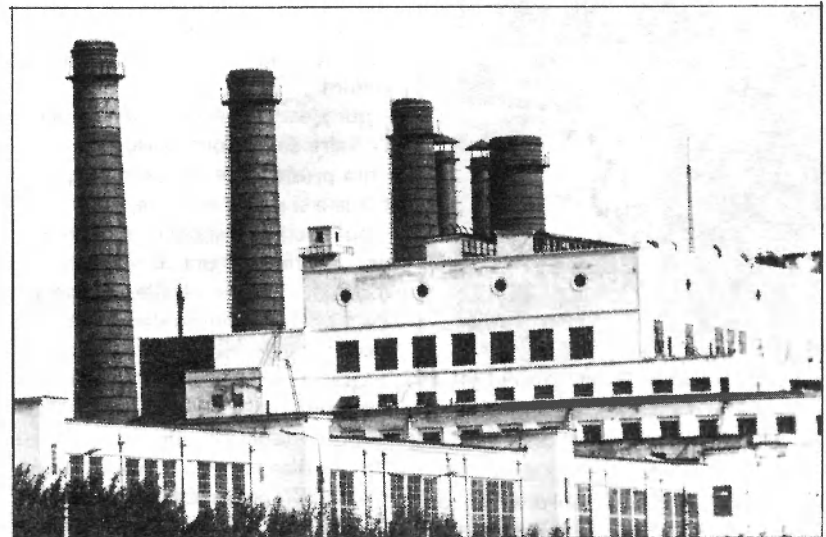
Patrice LE ROUÉ

* Cf le livre d'André Grjebine que nous interviewons dans le prochain numéro de «Royaliste».

(1) Ministère chargé de l'Emploi

(2) Ministère de l'Economie et des finances

(3) Ministère du Commerce extérieur.



communiqué

Après la conférence de presse du 4 avril 1984, la Nouvelle Action Royaliste tient d'abord dans les propos du président de la République la volonté de manifester la solidarité de la nation avec les régions saccagées par la crise économique, singulièrement la Lorraine. L'assurance qu'il n'y aurait aucun licenciement dans la sidérurgie constitue une donnée fondamentale. Cependant, l'urgence d'une politique industrielle de recours n'en apparaît que plus forte. Il est

grand temps pour le pays de choisir et de mettre en œuvre une stratégie offensive propre à redonner au pays son dynamisme économique. Cette nécessité première impose d'évidence l'abandon de toute entreprise de division du pays. Le fait que le Président n'ait fermé aucune porte pour un juste règlement de la question scolaire laisse espérer que, la liberté d'enseignement sauvegardée, le pays ne se déchirera pas dans des affrontements inutiles.

école : irresponsabilités

Dans la drôle de guerre sur la question scolaire, les lignes d'affrontement ne se situent pas où l'on croit.

Depuis longtemps, le Président de la République a compris que la mise en œuvre de ses promesses de candidat mettrait en péril l'unité de la nation, et heurterait une très large majorité de Français - y compris dans l'électorat de gauche.

De son côté, la hiérarchie catholique voit dans les négociations avec le gouvernement une chance historique de régler à long terme le statut de l'enseignement libre. Après la manifestation de Versailles, qui avait montré la force des partisans de la liberté de l'en-

seignement, et aussi leur volonté de ne pas politiser le débat, un accord fondamental était possible. Le gouvernement, trop attentif au groupe de pression laïc, n'a pas su saisir pleinement cette chance puisqu'il a avancé, sur le statut des maîtres, une proposition que l'enseignement catholique ne pouvait accepter. Injustifiable sur le fond, l'attitude de M. Savary était en outre une faute politique puisqu'elle donnait aux partis de droite l'occasion de relever la tête.

L'intérêt des partis de droite est évidemment d'aggraver la ten-

sion. D'où les attaques répétées contre les évêques, et une propagande qui consiste à dire que la question scolaire relève d'abord des parents d'élèves. Ce qui permet de renforcer, au sein des parents de l'enseignement libre, la tendance qui refuse le compromis. L'attitude des partis de droite est parfaitement logique puisque leur objectif est de déstabiliser le régime. Mais elle est dangereuse pour l'avenir de l'enseignement libre, et même suicidaire dans la mesure où ses écoles ne pourraient vivre sans les subsides de l'Etat. Ceux qui, dans le camp «catho», veulent la guerre scolaire sont donc des irresponsables.

Mais le camp laïc fait preuve d'une irresponsabilité aussi grande. En décidant de manifester aux côtés du CNAL le 25 avril le Parti socialiste prend en effet le risque de provoquer un choc en retour qui serait dangereux pour le régime. Que se passerait-il si les partis de droite décident de répondre

aux manifestations laïques par une mobilisation de rue ? Que se passerait-il si cette mobilisation échappe au contrôle des responsables de l'enseignement libre ? Certes, le Parti socialiste a été heurté dans sa conscience par les déclarations insensées de la droite contre l'enseignement public. Mais, en décidant de descendre dans la rue, il est tombé dans une provocation manifeste, et se comporte en adversaire objectif du compromis souhaité par le Président de la République.

Avec des thèmes et des revendications ressentis comme attentatoires à la liberté, le Parti socialiste prend, avec une légèreté confondante, des risques immenses. Mais le pire n'est pas certain. Grâce au sang-froid et à l'intelligence des responsables de l'enseignement catholique, il est encore permis d'espérer la paix scolaire.

Yves LANDEVENNEC

— DÉBAT —

monarchie et démocratie : le rôle du président du conseil

Dans le cadre de la préparation d'une prochaine journée d'étude, portant notamment sur Monarchie et Démocratie, nous poursuivons, ci-dessous, la publication des réflexions de B. Fessard de Foucault sur ce thème.

Quelle que soit la personne du Président de la République, les ministres vivent leur carrière gouvernementale dans la crainte révérentielle.

Ils ne parlent que devant le public, jamais de façon libre et spontanée devant le Chef de l'Etat. Ils rivalisent non d'imagination entre eux, mais de zèle ou de mimétisme pour s'accroître la faveur du maître. Il n'y a donc pas de solidarité ministérielle, et pas de pluralisme dans le discours gouvernemental. A l'arbitrage du Premier ministre est souvent préféré - et directement - celui de l'Elysée. Les conseils n'en sont donc pas, à moins qu'il ne se réunissent à un niveau inférieur, les fonctionnaires représentant leurs ministres et s'exprimant avec la franchise que dictent la connaissance personnelle des dossiers et la rivalité des

bureaux... Il n'y a donc pas d'instances collégiales, les points de vue se superposent ou se dissimulent, et la gestation intellectuelle d'un septennat - sauf exceptionnelle continuité de dessin, d'analyse et de talent, comme cela ne se constata qu'une seule fois sous la République actuelle - est en fait une succession de moments politiques, de résistance à des ambiances ou de tentatives d'adaptation aux esprits ou à ce que l'on discerne de la conjoncture - suivant l'école ou le ministre qui parvient à convaincre en forme ou au fond le chef de l'Etat. Ce n'est pas efficace à terme, c'est dangereux immédiatement. La politique, même en termes de gestion, requiert le débat collégial, la solidarité qui s'ensuit et une longueur de vues que seule fonde la médiation partagée.

Le roi restauré à la tête de l'Etat redonne aux conseils leur sens. D'abord, parce qu'il ne nomme que le Premier ministre et qu'appliquant strictement l'article 8 de la Constitution, il sanctionne seulement les propositions de nomination, de promotion ou de renvoi des autres ministres que lui présente le Chef du gouvernement. Les carrières ne sont plus à la merci du Chef de l'Etat; elles dépendent du Premier Ministre et - indirectement du Parlement. Ensuite, parce que le roi se retirant de la conjoncture, donne forcément aux conseils qu'il préside un autre objet que celui habituel des nominations et organigrammes. Indépendant des partis, et garantissant l'indépendance même des carrières vis-à-vis des mouvements de faveur ou d'opinion - puisqu'il peut toujours refuser sa signature dans tous les cas prévus par la Constitution dans l'administration des affaires - le roi préside sans opiner directement. Il n'intervient qu'en arbitre ou qu'en détermination de l'ordre du jour. Cela pour le conseil des ministres dont il a - de droit - la présidence suivant la Constitution actuelle. Les conseils de cabinet, les conseils et comités interministériels, à la diligence du Chef du Gouvernement, débattent hors de sa présidence mais ne peuvent - dans la plupart des matières - aboutir que sous sa signature, puisque les grands actes de l'administration et

de la procédure législative sont en Conseil des ministres. Ainsi se recréent les conditions d'une liberté de débat, d'une hiérarchie des conseils, d'une possibilité d'examen et de délibération en cascade et en succession. Le roi sécurise la réflexion publique; il la rend possible.

Indépendant du Gouvernement, le roi peut aussi imaginer d'autres formes de débat et de conseil, qu'il convoquera, animera et fera surgir dans les milieux professionnels ou dans les régions et autres communautés naturelles et locales. Le roi ne parle pas, mais écoute. Il peut - pour le Gouvernement - être le meilleur lien avec l'opinion publique et les doléances, constituer le relais d'une imagination et d'un bon sens populaires que les bureaux perdent par la routine et la technicité de leur marche. De tels conseils, de tels débats changent forcément le discours des professionnels de la politique qui doivent quitter leur conformisme sous peine d'être doublé par les amateurs. Et cette fois, les amateurs ne sont pas d'autres spécialistes de l'image et du babil télégraphique ou cinématographique, mais le peuple. Ses délégués, ses comices, vieux noms et usages qui ne font sourire qu'à Paris, mais restent les lieux et les gens décisifs sur place...

**Bertrand FESSARD
de FOUCAULT**

tiers-mondiste : **auto critique** **d'une** **auto critique**

Pascal Bruckner a publié un livre qui est une remise en cause du «tiers-mondisme», démarche d'autant plus courageuse qu'elle est, comme le révèle la conclusion de l'entretien ci-dessous, une remise en cause de son auteur lui-même.

● **Royaliste :** Qu'avons-nous cherché dans le tiers monde et, peut-être, qu'y cherchons-nous encore ?

Pascal Bruckner : Le tiers monde, c'est, depuis la fin des guerres coloniales, le dernier lieu où les espoirs qui sont nés en Europe trouvent un sursis. C'est le lieu de sursis de toutes nos illusions. Depuis trente ans, on a cherché dans le tiers monde une dernière mouture du rêve communiste. Le rapport du 20ème congrès du P.C. d'Union Soviétique dénonce les erreurs de Staline et fait donc tomber une partie du rêve soviétique; les démocraties populaires se révoltent en Allemagne de l'Est, en Hongrie puis en Tchécoslovaquie, et entament elles aussi une part de ce rêve; enfin, les classes ouvrières européennes montrent qu'elles ne sont plus révolutionnaires, qu'elles aspirent à des augmentations de salaires beaucoup plus qu'à des changements de régime. C'est pourquoi un certain nombre de progressistes et d'intellectuels occidentaux sont allés chercher dans le tiers monde, après la guerre d'Algérie, une nouvelle raison d'espérer dans le message marxiste.

Ce mouvement politique s'accompagne alors d'un mouvement culturel : l'ethnologie va chercher dans les sociétés primitives des raisons de vivre parce qu'elles auraient conservé un certain nombre de valeurs perdues par les sociétés industrielles. Ces sociétés ne seraient donc pas primitives mais «futuristes» comme le dit Jean Malaurie, dans la mesure où ces

peuples nous indiquent des valeurs qu'il est urgent de retrouver si nous ne voulons pas périr.

Dans le tiers monde, on a aussi cherché des raisons de nous réconcilier avec nous-mêmes du moins si l'on suppose, comme les tiers mondistes, que l'Occident est une parenthèse monstrueuse dans l'histoire, qu'il faut gommer soit par la révolution politique, soit par la révolution culturelle, soit par celle des mœurs.

● **Royaliste :** Vous montrez dans votre livre que nous sommes passés de l'enchantement à une certaine indifférence à l'égard du tiers monde. Pourquoi ?

P. Bruckner : L'attraction tiers-mondiste peut être comparée à une sorte de don-juanisme : on passe d'un pays à l'autre comme don Juan d'une femme à l'autre. Dès qu'un pays déçoit les espoirs qu'on avait mis en lui, on passe à

une autre île, à un autre continent où cet espoir renaît. C'est une curieuse succession d'adhésions et de reniements qui fonde le tiers mondisme. Souvenons-nous du Vietnam, qui n'est pas ce que nous avons rêvé, du Cambodge, où le génocide anéantit les dernières illusions, de tous les régimes socialistes africains, qui se sont révélés grands pourvoyeurs de charniers, des espoirs déçus en Amérique latine - à Cuba notamment -, de l'Iran enfin. Les faits ont donc joué un rôle très important dans la mort du tiers-mondisme mais aussi, indirectement, l'effet Soljénitsyne.

● **Royaliste :** Le tiers-mondisme n'est pas seulement un phénomène contemporain puisque vous évoquez Christophe Colomb ...

P. Bruckner : Le tiers-mondisme est devenu un mouvement politique depuis trente ans, mais il a aussi des racines très profondes dans l'histoire de l'Occident. Il me semble possible de le repérer dans l'aventure de Christophe Colomb qui part à la découverte des Indes occidentales avec l'idée de vérifier les Evangiles. Quand il découvre les Indiens, il a l'impression de retrouver les hommes innocents, beaux, sains, qui ne connaissent pas l'instinct de propriété. Puis les Indiens, qui ne connaissent pas les règles occidentales, se mettent à voler. Ils deviennent aussi mauvais qu'ils étaient purs auparavant. Dans son enthousiasme et dans sa déception, Colomb annonce le mouvement que nous avons constaté au 20ème siècle : on part d'une idéalisation absolue de l'autre, et on en vient à une dépréciation tout aussi excessive.

● **Royaliste :** Le catholicisme a-t-il joué un rôle dans l'idéal tiers-mondiste ?

P. Bruckner : Si, dans le catholicisme, on privilégie le péché originel et le sentiment de culpabilité, il est certain que cette influence a été très importante. Au lendemain de la guerre d'Algérie, il y a eu, chez beaucoup de militants de gauche, et chez beaucoup de militants catholiques, un très fort sentiment de culpabilité. Ce sentiment a orienté le regard qui était porté sur le tiers monde et les plus excessifs ont divisé la planète en un Sud parfait et en un Nord abominable. Nous étions donc parmi les maudits, et nous n'avions pas le droit de juger ce qui se passait dans le tiers monde. A priori, pesait sur tout Européen un scrupule qui lui interdisait de prendre la parole autrement que pour célébrer les régimes du tiers monde, même les plus dictatoriaux, dans la mesure où ils se proclamaient anti-impérialistes. Au contraire, tout régime qui s'inspirait des méthodes occidentales était dénoncé comme la copie répugnante des démocraties occidentales. Car ces dernières étaient évidemment rejetées : le moindre matraquage dans les rues de Paris ou de Francfort était présenté comme l'annonce d'un nouveau fascisme. Alors que les mêmes méthodes dans une capitale du tiers monde étaient saluées comme «l'étape nécessaire sur le chemin du socialisme» ou considérées comme simples brouilleries.

● **Royaliste :** Il y a aussi la misère réelle du tiers monde. Or vous semblez remettre en cause le mouvement simplement charitable.

P. Bruckner : Je ne remets pas cela en cause. Mais je montre que la culpabilité ne sert à rien et qu'il faut lui substituer la notion de responsabilité. Il faut aller vers le tiers monde non parce que nous nous sentons coupables de ce qui s'y passe, mais par devoir de solidarité élémentaire. Or l'histoire du tiers mondisme est très révélatrice sur ce point. Aujourd'hui, ce ne sont pas les vociférations des anciens admirateurs de Mao qui sont étonnantes, mais leur silence. Une fois que les pays du tiers monde ont cessé d'incarner l'idéal socialiste, ils ont été abandonnés. Si nous ne maintenons que la culpabilité entre les pays du tiers monde et nous, ce lien sera d'une extrême fragilité. Si l'amour que les Européens portent au tiers monde n'est fait que de la haine de l'Europe, il y a fort à parier que cet amour déperira très vite



ou disparaîtra dès que les Européens se seront réconciliés avec eux-mêmes.

Je propose donc de substituer à cette culpabilité la sympathie, la co-responsabilité fraternelle qui nous lie à tous les hommes. Il est évident qu'il y a de la misère dans le tiers monde; mais je ne pense pas que ceux qui, aujourd'hui, travaillent dans les pays pauvres se sentent coupables. Il y a en eux d'autres sentiments, qui les attachent beaucoup plus à ces pays que la mauvaise conscience.

● **Royaliste :** Vous dites que les anciens gauchistes se taisent. Pourtant, ils ont été nombreux à se mobiliser pour la défense des droits de l'homme, notamment pour les réfugiés vietnamiens. Or vous semblez contester leur morale de l'urgence.

P. Bruckner : Je ne la conteste pas. Je note simplement que cette morale de l'urgence est totalement dépendante des *media*; et de l'éclairage que ceux-ci donnent sur le monde. Si on s'en tenait au seul sentiment de l'urgence, on ne pourrait faire aucun choix, tant il y a de situations catastrophiques. J'ai beaucoup d'estime pour ceux qui se font les propagandistes de la morale de l'urgence. Mais je dis qu'aujourd'hui comme hier nous choisissons nos pauvres, que la morale de l'urgence est encore une morale du choix, une morale sélective, et non, comme on le prétend, une morale pure au-delà de laquelle il n'y aurait rien. Je constate cela. Je ne condamne pas.

● **Royaliste :** Il existe une autre forme de renversement des perspectives : celle qui consiste, après avoir fait l'apologie du communisme à la chinoise, à célébrer le paradis américain et le libéralisme absolu. Qu'en pensez-vous ?

P. Bruckner : Il est curieux de constater que le tiers-mondisme s'accompagnait d'un anti-américanisme farouche et que, lorsque ce tiers-mondisme a disparu, l'amour de l'Amérique est venu à la première place. A mon avis, l'adulation de l'oncle Sam est tout aussi réductrice que le sentiment inverse. Nous savons bien où se trouve, chez nous, le camp des anti-américains - «Témoignage chrétien», «Le Monde diplomatique» - et même si ces journaux donnent des informations vraies, il n'est pas possible de ne pas se méfier. Cela dit, il est tout aussi difficile d'adopter l'Amérique com-

me modèle - aussi bien en politique étrangère qu'en politique intérieure. Même si les Américains sont nos cousins par la culture, il suffit de traverser l'Atlantique une ou deux fois pour comprendre qu'il s'agit d'une civilisation très différente de celle de l'Europe. Ce qui est très dangereux aux Etats-Unis, c'est l'insularité de l'opinion publique, qui a les moyens d'influer sur la politique mondiale tout en étant totalement repliée sur elle-même. Dans leur majorité, les Américains sont beaucoup plus protectionnistes et nombrilistes que les Européens. Cela explique une grande part de la politique étrangère américaine, qui est une politique de zone d'influence, et non une politique menée au nom d'idéaux démocratiques.

Il est vrai que, face à la menace soviétique, je préfère les Etats-Unis, mais il ne m'est pas possible



monde est très réducteur : l'économie de marché n'est pas bonne pour le tiers monde, nous l'avons vu au Chili. C'est pourquoi je pense que la politique de la France, telle que l'exprime François Mitterrand, est assez juste dans ses intentions. Je trouve louable son double souci de ne pas transiger sur les droits de l'homme et d'en appeler à un équilibre des échanges entre le Nord et le Sud. Mais il est regrettable que l'Europe n'ait pas de politique unifiée à l'égard du tiers monde. C'est cette unité qu'il faudrait rechercher.

● **Royaliste :** Justement, dans votre livre, vous essayez de retrouver une identité européenne. Quelle est-elle selon vous ?

P. Bruckner : Il me semble que les pays du tiers monde peuvent contester, avec raison, le modèle de développement et les modes de vie européens. Mais il y a une chose qui n'est pas contestable en Europe : c'est son esprit critique, c'est la manière dont, depuis la

d'adhérer à toutes les croyances américaines, et notamment à l'idéologie conservatrice de l'administration Reagan. Cela dit, on ne peut mettre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur le même plan. Les Etats-Unis forment une démocratie impériale mais il nous faut insister sur le mot démocratie car l'opinion publique américaine a la possibilité de défaire un gouvernement ou d'arrêter un conflit. Nous savons que ce n'est pas possible en U.R.S.S. Cette différence est capitale.

Quant à l'Europe, sa chance serait de se poser vis-à-vis du tiers monde en interlocutrice privilégiée et de dessiner entre les Etats-Unis et l'Union soviétique une autre politique, porteuse à la fois de valeurs démocratiques et de justice économique. Sur ce dernier point, il est vrai que le message américain vis-à-vis du tiers

Renaissance, l'Europe s'est sans cesse divisée pour mieux se voir. L'Europe est la seule civilisation dans l'histoire qui a su se regarder à travers les yeux des autres et, ce faisant, elle a pu se remettre totalement en question. Ce mouvement d'autocritique permanente, d'auto-culpabilité aussi, a constitué un enrichissement considérable. Toute l'histoire de l'art européen est celle de ruptures et d'inventions qui savent qu'elles seront contestées par les générations futures. Toutes les civilisations peuvent envier à l'Europe l'espace de tolérance et de dialogue qu'elle a su créer. Par exemple, il n'y a pas dans le monde arabe une seule capitale où l'on puisse imprimer et publier aussi librement qu'en Amérique et en Europe du Nord.

L'identité de l'Europe est une identité de la division, de la scission. D'où le type d'attachement que nous pouvons avoir vis-à-vis de l'Europe. L'homme européen est celui de la conscience malheureuse, qui adhère à sa société tout en s'éloignant. Il y a une alter-

nance continue entre la fidélité et la critique et je pense que ce mouvement de balancier ne peut être éludé. Nous ne pouvons pas être européens aveuglément, en oubliant les crimes commis au nom de l'Europe, en oubliant la dernière guerre où l'Europe a fait preuve d'une barbarie sans égale dans l'histoire. Mais nous ne pouvons nier que l'Europe est la seule civilisation qui a su penser ses crimes. C'est l'Europe qui a défini la notion de crime contre l'humanité, qui a défini la notion de barbarie. Ces concepts, nés en Europe et retournés contre elle par les peuples colonisés, appartiennent désormais au patrimoine de l'humanité. Quant on voit l'Europe sous cet angle, on peut donner à la notion d'appartenance européenne un autre contenu : non plus cette idée de «défense de l'Occident» bêtement utilisée par les mouvements d'extrême-droite, mais la fierté d'être un européen, c'est-à-dire d'avoir un rapport douloureux et lucide avec sa propre histoire.

● **Royaliste :** Quel est l'itinéraire personnel qui vous a conduit à cette réflexion ?

P. Bruckner : Cet itinéraire est très classique. J'ai milité dans l'U.N.E.F. et au P.S.U. après 1968. J'ai ensuite été fasciné par les trotskistes de la Ligue, puis par les maoïstes. J'éprouais un attachement assez sentimental pour les mots d'ordre de l'époque. Puis à partir de 1976, j'ai commencé à voyager en Indonésie et je me suis aperçu de l'écart considérable entre la réalité de ces pays et la rhétorique utilisée en France. J'ai alors entrepris des voyages systématiques dans les pays de l'Est et en U.R.S.S., en Asie, en Amérique centrale, en Afrique du Nord, et chaque fois je me suis rendu compte qu'il y avait un fossé entre notre représentation du tiers monde et sa réalité. D'où ce livre qui est, comme les précédents, une remise en cause des mythes de 1968. «Le Sanglot de l'homme blanc» est aussi une autocritique. En l'écrivant, j'avais l'impression de tuer une part de moi-même qui avait adoré un certain nombre d'illusions et qui les mettait à mort.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

(1) Pascal Bruckner - *Le sanglot de l'homme blanc, tiers monde, culpabilité, haine de soi* - Seuil, prix franco : 82 F - Cf notre compte-rendu dans «Cité» N°5 (franco 15 F).

régis debray : la puissance et les rêves

Qui est Régis Debray ? Entre le prisonnier de Camiri et le conseiller du président de la République y a-t-il solution de continuité ?

J'ai le sentiment que pour beaucoup, l'auteur de la « Critique de la Raison politique » restera toujours le militant révolutionnaire parti à la suite de Guévara, plus ou moins suspect de connivence avec la subversion, pour le moins agent castriste. Le moyen de les déromper ? Leur faire lire les derniers ouvrages de l'intéressé. Mais qui lit ? Et pour détruire les mythes, la dialectique est bien impuissante. De plus, tout se passe comme si par une sorte de maladresse innée, Debray continuait à organiser le malentendu sur sa personne (la bévée anti-Pivot, la bévée d'un prix Malraux désavoué par les héritiers de l'écrivain qui s'ajoutent à toutes les manifestations d'une morgue difficilement supportable). Et pourtant ?

Si on le compare à ceux de sa génération, partis comme lui du marxisme et d'un engagement communiste, tiers-mondiste... quelle différence. Lui aussi a pris ses distances avec Marx, plus rigoureusement que beaucoup et critiqué de même ses engouements passés. Mais il a toujours procédé en souverain du concept, comme si lui seul échappait aux modes (singulièrement celle des dissidents) pour accéder à la juste compréhension des choses. De là, son dédain pour tout le mouvement intellectuel qui s'est développé dans la suite du gauchisme. Et du même coup la méprise à son égard : s'il n'est pas d'accord avec ceux qui ont rompu avec les idéologies des années soixante, c'est que lui-même y est resté fidèle. Par ailleurs, étant des rares intellectuels qui ont adhéré au régime issu de mai 81, il est suspect de participer aux équivoques fondamentales qui grèvent encore l'expérience en cours.

Encore une fois, la seule façon de dissiper le brouillard, c'est de lire Régis Debray, d'autant que rarement un acteur politique s'est expliqué aussi clairement sur sa pensée et les fondements de son action, avec cet amour de la langue, cette élégance qui font de l'écrivain un de nos meilleurs es-

sayistes. Son dernier livre est de la veine du précédent, cette « Critique de la Raison politique » dont j'ai dit ici suffisamment de bien pour étonner quelques amis. Mais je n'ai pas changé d'avis. Cette critique est une des meilleures approches contemporaines du fait politique, à cette réserve près que son cynisme méthodologique laisse comme une impression d'inachèvement et de manque fondamental. Si la nature du politique est intrinsèquement religieuse, et si le religieux c'est l'irrationnel, quelle boussole pourra guider l'intelligence qui a perdu le Nord ?

A première vue « La puissance et les rêves » ne fait qu'ajouter à notre perplexité. L'auteur s'emploie avec une rare sagacité à débiter toutes les illusions de l'internationalisme socialiste et donc tous les rêves de paix, de désarmement et de réconciliation collective qui surplombe encore pieusement tous les discours de gauche. Jaurès et Blum tremblent sur leurs socles et il n'est pas sûr que l'actuelle conduite des affaires soit toujours épargnée. « Le Panthéon, temple réaffecté, est un lieu de pèlerinage parce que les saints de la République sont des témoins de la Providence. Le socialisme institué est du profane plaqué sur du sacré. » Si le millénarisme laïc a du plomb dans l'aile, le messianisme rationnel n'a pas dit son dernier mot. Notre analyste impitoyable n'entend pas lui laisser sa chance : « En matière politique, Thucydide et Talleyrand restent nos stricts contemporains, plus utiles à l'homme d'action que Léontieff et Toffler, qui seront « dépassés » dans un demi-siècle. » Jules Moch ou Servan-Schreiber, l'illusion est toujours aussi tenace d'un savoir qui colmaterait toutes les béances et régulerait toutes les disfonctions du monde, comme si un jour enfin la raison devait venir à bout de la folie.

Faut-il alors définitivement jeter au fond du puits toutes nos illusions, nos rêves de paix universelle ? « Au même titre que les

idées religieuses, les idées socialistes sont à la fois nécessaires et indigentes, respectables et dérisoires, comme tout ce qui forme le surmoi collectif de l'humanité

historique. C'est un moment incontournable du développement de la culture, dont on sait qu'elle a pour fonction de nous protéger contre la nature, et d'abord la nôtre, moyennant « une éviction progressive des fins instinctives, jointe à une limitation des réactions impulsives » (Freud). Les garde-fous du droit international limitent effectivement, en mélangeant l'intimidation du dehors et la compulsion de dedans, l'usage effréné de la force, et cette limitation est l'autre nom de la civilisation. » Cette réduction de la conscience, de l'éthique, du droit à une sorte de fonctionnalisme psychologique ou social ne me satisfait personnellement guère. Son agnosticisme, son matérialisme de méthode imposaient probablement à l'auteur ce schématisme. Mais la façon dont il traite ainsi du surmoi collectif présente au moins deux inconvénients, l'un « théorique », l'autre pratique. Considérer la question des valeurs et des fins d'un point de vue phénoméniste c'est s'exposer à la vider de son contenu. C'est aussi la relativiser au point de faire toute la place au scepticisme. « Le discours des droits de l'homme est le nouvel opium des intellectuels, suite et non fin. »

Régis Debray met aussi en garde contre les illusions d'un réalisme obtus. Aussi refoulerai-je provisoirement mes objections pour approuver sans conditions, son retour à l'art politique et à l'art diplomatique que commande cette règle d'or : « ne pas dissocier un projet politique des moyens d'exécution, le choix de l'objectif des ressources matérielles ». Les idéaux socialistes sont inopérants. A vouloir réaliser *hic et nunc* le souverain bien, ils négligent les moyens propres à sauvegarder le moindre mal. Et puis pour agir, il faut bien disposer du point d'appui minimum, sans lequel on s'agite dans le vide.

« Selon quelle articulation découper le système mondial en ses unités premières, réelles et non complaisantes et apparentes ? Telle est l'opération initiale, inavouée et décisive. Car ce sont ces unités de base qui serviront d'échelon à la prévision, à l'analyse des événements, au choix des mots et des moyens. » Sans vains atermoiements, Debray donne sa solution, la nation. Et il s'en explique très pertinemment, en montrant comment l'intérêt national demeure la clef de tout, même et surtout à l'ère de la mondialisation. « L'intérêt national français se défend à Niamey, à Sao Paulo et Djakarta, comme à Bonn et New-York. »

A une certaine déterritorialisation correspond la promotion des réseaux culturels comme vecteurs de l'affirmation et de la différence. En même temps, la *Realpolitik* moderne a son secret : le moral est tout, tout est moral, et les grands affrontements sont spirituels. « Les hommes et les peuples en vie sont ceux qui ne craignent pas la mort. » De là une réarticulation de l'éthique au cœur de la cité, sur laquelle il faudrait à mon sens revenir. Car le terrain hégélien où « s'affrontent les esprits des peuples et où l'esprit du monde affirme son droit suprême » est celui de l'équivoque la plus périlleuse.

De ces quelques incursions dans un ouvrage dense, où la mémoire ne cesse de venir au secours de la modernité et où l'idée générale ne cesse de recouper la conjoncture, on retiendra peut-être qu'il s'agit d'abord d'un livre de raison, qui ne cherche pas à épater mais à cerner au plus près ce qu'est la politique aujourd'hui. Nul doute que Régis Debray n'ait mis pleinement à profit ses trois années élyséennes pendant lesquelles il a parcouru le monde, livres et plume à la main. Il donne ainsi au moins la preuve que malgré la vitesse, fléau du diplomate moderne qui croule sous l'information, se perd en réunions et saute d'un avion dans l'autre, il a gardé tout son temps à la réflexion. Peut-être est-ce là le privilège de conseiller du prince moderne ?

A propos de prince, il est trop évident qu'à force de penser le politique, Debray en a parfaitement saisi toutes les catégories et les nécessités. Il sait qu'à la diplomatie il faut l'indépendance et aussi qu'à la république... il faut un roi. Je cite (page 262 et suivante) : « la couronne assure la représentation permanente de par le monde, sans empiéter sur le temps et les soucis du personnel gouvernemental... Révérence parler, il manque à la République une famille royale... C'est l'insipide désincarnation républicaine qui oblige à multiplier les frais et confondre les rôles. » On lit encore en note : « Ces remarques, par bonheur propices à la plaisanterie, s'inscrivent dans l'évaluation des coûts et avantages des diverses formes de gouvernement. Elles ne justifient pas dans notre esprit une demande de restauration immédiate du régime monarchique. L'opinion ça se prépare. » Qu'ajouter de plus à ces propos qui justifient notre existence même ? Rien, sinon que nous aimerions prolonger le débat avec un pareil interlocuteur.

Gérard LECLERC

Régis Debray - La puissance et les rêves - Gallimard.

L'enfant terrible

Jean-Paul Dollé fut, dans les années soixante-huit, un «hystéro, coco, gauchiste». Plus précisément un «mao-spontex». Encore un *mea culpa* ?

Eh ! oui, on s'attend à du très banal : la rengaine des illusions perdues, le livre-allumette qui brûle-ce-que-l'on-a-adoré. Ou pire encore : le stalinien de gauche qui se transforme en stalinien de droite - tout aussi sectaire et bêtifiant. Heureusement, Jean-Paul Dollé ne se soucie pas de la mode intellectuelle. Il a le courage, rare ces temps-ci, d'écrire au Président de la République des lettres (1) qui ne sont pas de rupture. Au contraire, Dollé s'adresse à Mitterrand comme à un vieil oncle, avec affection et bienveillance. Oh ! bien sûr, ce vieil oncle n'est pas parfait : il a eu une vie agitée, des compagnons pas très drôles et il travaille aujourd'hui avec des gens vraiment pas fréquentables. Comment peut-il supporter Marchais et Krasucki ?

Pour se remettre de leur cynisme vulgaire, l'oncle Mitterrand a la chance d'avoir un neveu qui est aussi bon écrivain que philosophe subtil. Il est vrai que ce fut un enfant terrible. Gauchiste désirant «changer la vie», il n'a même pas adhéré au Parti socialiste après que celui-ci a repris le célèbre slogan... Mais le Président sait que les meilleurs des «maos» ont fait une expérience décisive, pour eux, pour lui comme pour nous. Jean-Paul Dollé le dit fort bien, en quelques phrases qui résument son livre : de 1969 à 1975, les gauchistes ont «à une vitesse vertigineuse, consommé deux siècles de modernité révolutionnaire. Fabuleux voyage dans le temps et dans l'espace, expérience souvent traumatisante, toujours féconde pour ceux qui ont eu la chance d'y ré-

fléchir et d'en tirer profit. Maintenant que nous avons parcouru toutes les étapes de la niaiserie, de la folie, voire de la terreur, inhérentes à toute conception politique du monde, nous pouvons enfin désacraliser la politique et commencer à comprendre la démocratie».

C'est dire que Jean-Paul Dollé nous entraîne très loin des motions de congrès et des petites rivalités politiciennes. Il s'agit de penser le juste, qui n'est ni la propriété d'une classe, ni un service public; de réfléchir à notre modernité, «gueule de bois d'après la Révolution française et l'épopée napoléonienne...»; de faire autrement de l'économie (bien que Dollé soit sur ce point assez ambigu); de redécouvrir que l'enseignement est moins affaire de réforme que de désir; de se souvenir que l'Europe se définit par le «souci de l'âme» et non par les règlements du Marché commun...

Autant de méditations belles et fortes, qui n'empêchent pas Jean-Paul Dollé de proposer à son vieil oncle des mesures concrètes, immédiatement réalisables. Par exemple, transformer le RER en un lieu de culture vivante. Ou encore instituer, pour les militants



socialistes, «le minimum décent de la lucidité mondiale, le SMIC de la connaissance du totalitarisme». Réformes utiles, mais partielles, qui ne doivent pas faire oublier que le Président de la République a une tâche majeure à accomplir : faire mourir les mythes de la gauche afin de pouvoir vraiment transformer ce pays. Clairvoyance de l'enfant terrible que Dollé a su rester...

B. LA RICHARDAIS

(1) Jean-Paul Dollé -M. Le Président, il faut que je vous dise- Editions Lieu Commun. Prix franco : 67 F.

L'absence de mémoire

La gauche est en train de passer à la contre-offensive idéologique. Hélas, au lieu de choisir soigneusement ses cibles, elle tire sans discernement.

Le colloque sur l'extrême-droite avait sonné le rassemblement (1). Puis il y eut le texte sur «la mémoire courte» publié par «Le Monde» sur l'initiative de militants socialistes. La gauche entend ainsi défendre sa tradition de pensée et les réformes entreprises depuis 1981, ce qui est son droit. Encore faut-il qu'elle cesse de pratiquer des amalgames douteux, voire scandaleux, comme par exemple, entre les «révisionnistes» de l'hitlérisme et les historiens qui se livrent aujourd'hui à une analyse critique de la Révolution française.

Or voici que l'historien Zeev Sternhell, qui était déjà intervenu au colloque sur l'extrême-droite de façon contestable, se livre à de nouvelles provocations dans un entretien publié par «Les Nou-

velles». Sans doute, sa réflexion procède-t-elle d'une intention parfaitement louable, puisqu'il s'agit de dénoncer l'influence de la droite extrémiste (Club de l'Horloge, etc.) sur la droite libérale. Malheureusement Z. Sternhell mélange tout. Affectant d'ignorer que la droite et l'extrême-droite s'affirment républicaines (le thème des «nouveaux républicains» a été concocté par le Club de l'Horloge), Sternhell voit dans la mise en question de la Révolution française le signe d'un retour à l'extrémisme.

Rien n'est plus faux : le courant contre-révolutionnaire ne dit plus rien depuis longtemps, et l'interrogation actuelle sur la Révolution vient d'intellectuels et de chercheurs qui sont des démocrates incontestables. Par exemple



François Furet, ou encore Claude Lefort qui, présentant un ensemble d'études sur la terreur, écrivait que «dans la Terreur de la Révolution française, nous découvrons la matrice de la terreur moderne. En un sens, tout est déjà dit; tout est mis en place pour l'édification des futures grandes machines d'extermination et de rationalisation idéologique.»

Mais Sternhell préfère éluder la question en tenant pour négligeables les effets de la Terreur. Il s'indigne même que l'on «parle d'Oradour à propos de quelques incendies de villages vendéens... Les villages vendéens devaient être fort peuplés, puisque ces quelques incendies ont fait, au bas mot,

600.000 victimes ! En outre, notre historien montre qu'il connaît fort mal le mouvement des idées quand il s'étonne que cette mise en question de la Révolution soit le fait de la famille libérale. Conseillons à Z. Sternhell de lire ou de relire les auteurs libéraux du 19ème siècle : il s'apercevra que la tradition démocratique ne recoupe pas nécessairement la tradition républicaine. Comme toujours, l'enfer du sectarisme est pavé de bonnes intentions. Mais aussi, nous regrettons de le dire, d'ignorance et de mauvaise foi.

Yves LANDEVENNEC

(1) Voir «Royaliste» numéro 400.

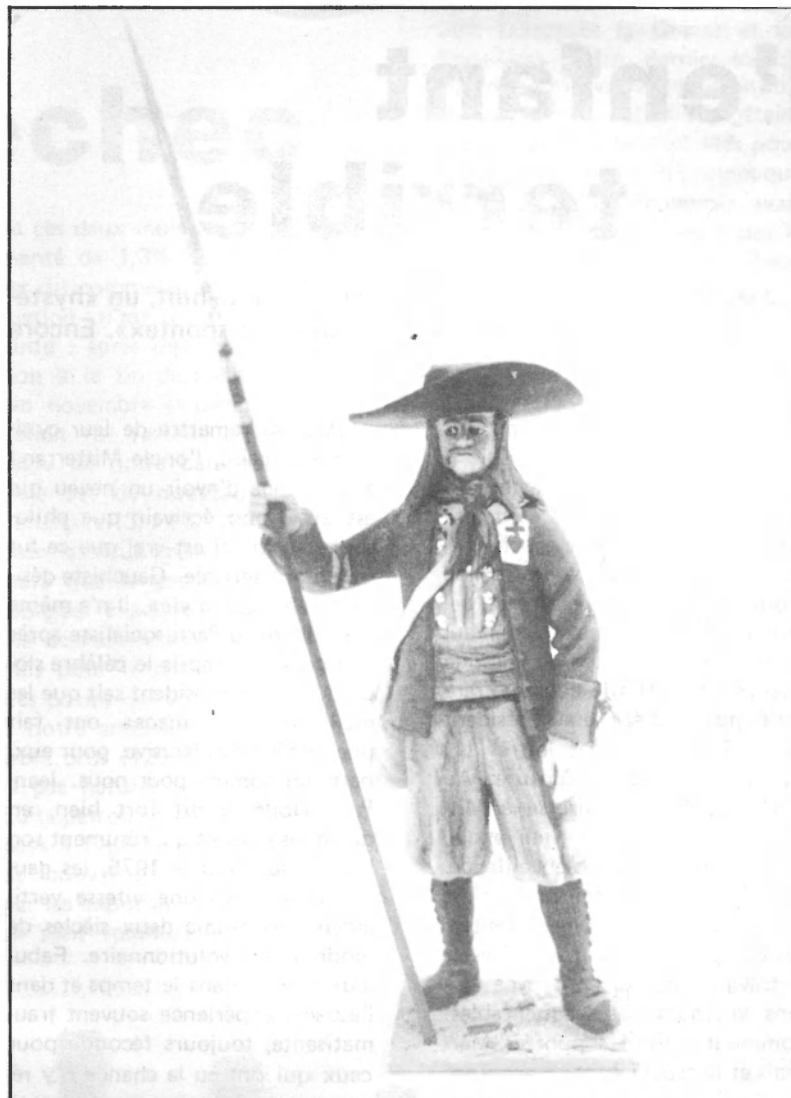
glorification de la vendée (3)

Voici le troisième volet de l'évocation des «Martyrs d'Avrillé» que nous avons décidé de publier à l'occasion de leur béatification par Jean-Paul II le 19 février dernier.

Le 12 mars 1793, jour fixé pour le tirage au sort à Saint-Florent-le-Vieil, le soulèvement était général. Le 13 mars, les «attroupés» s'emparaient de Jallais et de Chemillé. Le 14 mars Cholet tombait entre leurs mains. Pour ne pas aller se battre à la frontière, les paysans étaient devenus des guerriers. La «grand'guerre» était commencée et c'était bien, comme je l'ai écrit ailleurs, l'émergence d'une conscience et d'une culture.

Il n'est pas question de raconter ici «l'épopée» de 1793 que les lecteurs de «Royaliste» connaissent bien. Rappelons simplement qu'après leurs extraordinaires victoires du printemps et de l'été 1793, les Vendéens connurent la défaite à l'automne, puis l'exil sur la rive gauche de la Loire, avec les effroyables désastres du Mans et de Savenay. Enfin, sur la rive gauche, au cours de l'hiver et du printemps de l'an d'épouvante 1794, l'accomplissement du génocide - j'allais écrire **ethnocide** («J'ai tellement souffert que j'en ai oublié mes chansons» disait un paysan à la marquise de la Rochejaquelein)- consécutif aux décisions - il faut le souligner - du régime révolutionnaire. La répression en Anjou avait commencé dès le 7 juin 1792, avec la raffe d'Angers, des pères réfractaires au serment et contraints, depuis le 1er juin, de résider au chef-lieu du département. Au mois de mars 1794, quelques jours après le début de

l'insurrection, c'était l'arrestation des individus, des deux sexes, suspects «d'aristocratie» (c'est-à-dire des gens suspects d'être favorables à la contre-révolution). Ils furent enfermés au **Petit Séminaire** (les hommes), à la **Fidélité** (les femmes), aux **Ursules** (les domestiques). Le 17 juin, les Vendéens s'emparaient, sans coup férir, d'Angers et libéraient tous les prisonniers. A partir de la fin octobre 1793, dans les jours qui suivirent la déroute de Cholet, Angers connut une nouvelle et importante concentration de prisonniers. C'étaient les débris de l'armée Catholique et Royale, mais aussi des femmes, des vieillards, des enfants, qui n'avaient pas pu traverser le fleuve et qui affluaient vers la ville. La même affluence de fuyards égarés se produisit dans la même ville, deux mois plus tard, au lendemain du siège d'Angers (3 et 4 décembre) puis de la bataille du Mans (12 et 13 décembre) enfin après le drame de Savenay. D'autres prisonniers arrivaient de tout côté, victimes de la «délation (...) la haine, la cupidité, la faiblesse et surtout la peur». D'autres encore se rendaient, confiants dans la promesse qu'ils auraient la vie sauve... Cette fausse amnistie, on le sait, avait été répandue par François-Joseph Westermann, le «boucher des Vendéens». Pour accueillir cette foule de prisonniers, les autorités de la ville transformèrent nombre d'édifices reli-



gieux en prisons où s'entassèrent des centaines d'individus, hommes, femmes, enfants. Les conditions dans lesquelles vivaient ces prisonniers étaient effroyables. Ainsi la municipalité d'Angers écrivait à propos de la Citadelle (le château) : «Ces malheureux (prisonniers) manquent de nourriture, ne mangent jamais de soupe, ne changent plus de linge, et sont rongés par la vermine. Ce spectacle est affreux et déchirant. Ils sont entassés les uns sur les autres, l'air qu'ils respirent est pestilentiel, et on compromet sa vie en les fréquentant souvent!...» Au mois de juillet 1793, les représentants du peuple créèrent un Comité Révolutionnaire, et une commission militaire dite des Côtes de la Rochelle. Celle-ci était dispensée des formes habituelles et jugeait sans appel tous les délits contre la sûreté générale, «les complots formés en faveur des rebelles et généralement tous les actes attentatoires à la liberté.» Elle était encouragée dans ses «travaux» par les représentants du peuple Hentz, et surtout le terrible Francastel, émule de Carrier. Une autre commission militaire, dite commission Proust (du nom de son président) fut créée le 5 dé-

cembre 1793 et cessa d'exister le 14 janvier 1794. Ces deux commissions firent guillotiner 285 personnes entre le 24 juillet 1793 et le 14 octobre 1794 (sur ce nombre le Tribunal Criminel en fit guillotiner 10). Le nombre de personnes fusillées à Angers, Doué, les Ponts-de-Cé et Saumur est quinze fois plus considérable.

On sait la façon dont furent jugés ces malheureux. Les membres de la commission militaire se transportaient dans les prisons, et là, après un interrogatoire sommaire, condamnaient à la peine de mort, de leur seule autorité. En marge de l'interrogatoire, ils inscrivait la fatale lettre F qui signifiait «à fusiller». Dans l'enclos de l'abbaye de la Haye aux Bons-hommes à Avrillé, 2000 personnes furent ainsi fusillées entre le 12 janvier et le 16 avril 1794 (neuf fusillades). Quatre-vingt-quatre d'entre elles ont été béatifiées le 19 février dernier. On rend ainsi justice à la ferveur populaire, car l'endroit où eurent lieu ces fusillades est connu sous le nom de **Champ des martyrs** depuis.. 1796.

Dominique
LAMBERT
de la DOUASNERIE

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse
.....
.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.



«ROYALISTE-université» est paru. Au sommaire de ce numéro 28 :

- École privée : la faute,
- Presse au crible,
- la laïcité, une idéologie,
- la question politique dans les lycées,
- négociation sur l'avenir de l'enseignement privé,
- Requiem pour une réforme de l'enseignement supérieur,
- Nouvelles brèves, etc., etc.

1 ex. 3 F franco,
5 ex. : 12 F - 10 ex. :
20 F - 20 ex. : 30 F,
CCP Royaliste 18 104
06 N Paris.

TRACTS. Les mini-tracts conçus spécialement pour les distribution en boîtes aux lettres, partent comme des petits pains. Faites connaître notre journal dans votre quartier, inondez les boîtes aux lettres de vos voisins. (700 ex. : 21 F franco - 2000 ex. : 49 F franco), CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

UN NOUVEAU LIVRE EN SOUSCRIPTION. Le succès du livre d'Olivier Lespès («Une révolution dans le royalisme, histoire de la N.A.R.» (70 F franco) nous permet de lancer la souscription pour l'ouvrage de Bertrand Fessard de Foucault - que les lecteurs de «Royaliste» connaissent bien - sur «Charles Maurras et le socialisme».

Pourquoi une souscription ? Parce que nous ne pouvons nous permettre aucune erreur d'appréciation dans le nombre des livres à imprimer. Les souscripteurs nous permettent d'estimer avec précision le volume des ventes et de régler le tirage en conséquence. C'est la seule solution si nous ne voulons pas risquer notre argent et compromettre ainsi nos projets futurs.

Vous comprendrez dès lors que nous consentions une remise très importante aux personnes qui, par leur confiance et leur bonne volonté, nous permettent de réaliser nos projets.

Les acheteurs qui nous enverront leur commande du livre de Fessard de Foucault avant le 1er juin 1984, ne le payeront que 60 F franco de port.

Après cette date (nous aurons alors commencé la fabrication) les souscrip-

teurs retardataires payeront 80 F.

Lorsque le livre sera paru (au cours de l'été 1984) le prix de vente sera de 120 F + port.

Commandez-nous «Charles Maurras et le socialisme» dès cette semaine, pour ne pas oublier, vous bénéficierez ainsi d'une réduction de 50% sur le prix de vente définitif et surtout vous contribuerez ainsi efficacement à notre effort d'édition. Merci pour votre aide.

CCP «Royaliste»
18 104 06 N Paris.

MERCREDIS DE LA NAR à Paris. Reprise des conférences, le mercredi 18 avril à 20 heures précises.

Ecrivez-nous si vous voulez recevoir régulièrement le programme des conférences.

à paris : journée d'études du 12 mai

Le deuxième trimestre de cette année sera marqué par un «temps fort» de notre activité les 12 et 13 mai prochains.

La journée du 13 sera consacrée à notre Congrès annuel réservé aux seuls adhérents, et le samedi 12 mai se tiendra une «Journée d'études» ouverte à nos lecteurs et sympathisants.

Formule nouvelle à mi-chemin entre le colloque et les forums traditionnels des anciennes «Journées Royalistes», la Journée d'études sera centrée sur deux thèmes : «Monarchie et Démocratie» et «L'immigration». Chacun de ces thèmes sera traité, en introduction, par de courts exposés de nos invités et du représentant de la

N.A.R., avant que ne s'instaure un débat général. Mais attention : pour que les discussions puissent être intéressantes et fructueuses, nous sommes contraints de limiter l'assistance à une quarantaine de personnes. Dès que le nombre des inscrits atteindra ce chiffre, les inscriptions seront closes.

Aussi, si vous désirez participer à la Journée d'Etudes, n'attendez pas pour vous inscrire, vous le regretteriez.

Y.A.

BULLETIN D'INSCRIPTION A LA JOURNÉE D'ETUDES DU 12 MAI

Nom : Prénom :

Adresse :

réserve place(s) pour la Journée d'études et verse, ci-joint F pour la participation aux frais.

(les inscriptions non accompagnées de leur règlement ne seront pas retenues)

Participation aux frais : 60 F (ce prix est ramené à 20 F pour les étudiants et les provinciaux). Règlement à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris.

royaliste

SOMMAIRE :

page 2 : Nos amis d'Italie,
page 3 : Le voyage inutile
page 4 : La fatalité de l'échec
page 5 : Irresponsabilités - Le rôle du président du Conseil
pages 6-7 : Tiers-mondisme, autocritique d'une autocritique,
page 8 : La puissance et les rêves
page 9 : L'enfant terrible - l'absence de mémoire,
page 10 : Glorification de la Vendée,
page 11 : Action royaliste,
page 12 : Editorial.

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

■ EDITORIAL

Notre journal est entré, en même temps que la **Nouvelle Action Royaliste**, dans sa quatorzième année. Bien que le chiffre ne soit pas rond, c'est une occasion de dire ce que nous sommes, et de préciser le sens de notre action. Ces treize années, dont l'histoire vient d'être contée (1) nous ont permis, à travers une révolution difficile, de trouver une identité qui paraît bien définie et de tracer une ligne de conduite toujours plus précise.

Lecteurs et rédacteurs de ce journal, qui sommes-nous ? D'abord, il me semble, des citoyens, c'est-à-dire des personnes qui ont le sentiment d'appartenir à une communauté donnée sans laquelle ils ne pourraient ni s'épanouir, ni même exister vraiment. Ce sentiment d'appartenance exclut toute attitude d'émigration intérieure, qui fut la plaie d'un certain royalisme, et tout esprit de guerre civile. Loin d'être l'occasion de règlements de comptes historiques, la politique est pour nous le souci du présent et de l'avenir, la recherche en commun des conditions de l'unité, de la justice et de la liberté. Car nous sommes, il est vrai, des « politiques », c'est-à-dire des citoyens qui, par-delà leurs intérêts propres, pensent que le pouvoir est une médiation nécessaire et cherchent la forme institutionnelle qui lui permettrait de répondre le moins mal possible aux exigences de la vie collective. Notre projet royaliste découle de ce souci, et nous paraît en mesure de répondre à ces exigences, comme nous essayons de le démontrer chaque quinzaine.

Ainsi exposée, notre attitude paraît simple. Mais l'action royaliste ne l'est pas ! L'histoire de notre famille de pensée a montré, pendant la première partie de ce siècle, qu'un mouvement royaliste animé d'excellentes intentions pouvait sombrer dans les pires incohérences - au point d'être condamné par les Princes dont il se réclamait. Dogmatique, sectaire, extrémiste, il n'a pu résister à la logique infernale que contient tout système de pensée. D'où notre volonté d'imaginer un autre royalisme, plus fidèle à l'idée qu'il entendait exprimer. La tentative, apparemment paradoxale, semblait vouée à l'échec. Comment être dans la cité sans prétendre la résumer, et dire quelque chose sur elle sans l'enfermer dans des concepts ? Comment être royaliste sans définir nous-même la monarchie, et sans désincarner son projet ? Comment repenser la politique sans tomber dans l'idéologie ? Comment entrer dans le débat politique sans céder à la volonté de puissance ? Nous connaissons les erreurs qu'il fallait éviter, mais nous n'avions pas de recettes.

Ces recettes, nous ne les avons toujours pas. Nous cherchons simplement, dans nos publications et à travers nos campagnes, à demeurer cohérents avec nous-mêmes et avec notre projet. Parce que le Prince est un homme libre et, par conséquent un recours possible pour tous les Français, il serait absurde que nous parlions en son nom et que nous cherchions à l'annexer. Parce que la monarchie n'est pas un parti, il serait absurde que nous désirions « prendre » un pouvoir qui ne saurait appartenir à une fraction de notre pays. Parce que la monarchie nous paraît en mesure de

le sens de notre action

répondre aux exigences communes d'unité, de justice et de liberté, il serait absurde de favoriser l'esprit de guerre civile, de céder à la tentation du cynisme, et de chercher à imposer de force notre conviction.

De tels soucis, étrangers à la logique politicienne, ne facilitent pas notre tâche. Il n'y a pas de places à prendre, pas de « clientèle » possible, et nous n'offrons même pas d'ennemis à détester ! Aussi nous a-t-on accusés de « désespérer les militants », de refuser le réconfort du catéchisme idéologique, et de sombrer dans l'angélisme... Pourtant, nous pensons qu'il est possible de penser et d'agir autrement. La Nouvelle Action Royaliste se définit comme un mouvement, non comme un parti; elle s'interdit toute logique de puissance puisqu'elle cessera d'exister dès le retour de la monarchie. Notre journal, qui annonce si clairement sa conviction, n'est pas l'organe d'un « comité central » autoritaire mais un lieu de réflexion où sont accueillis les représentants de tous les courants de pensée. Quant à la communauté militante que forment les adhérents de la NAR, elle est demeurée souple et ouverte - à tel point

que la plupart de nos réunions se font autour de personnalités qui ne sont pas royalistes.

Cela ne signifie pas que nous ayons atteint un point de perfection. Penser dans le nihilisme et contre lui est une rude entreprise, toujours menacée. Essayer d'envisager une société différente, post-moderne, est un travail que nous ne prétendons pas accomplir seuls; il se fera dans la recherche commune et dans l'écoute attentive de ceux qui ressentent la même nécessité. Et puis, nous avons nos refus, nos préférences et nos passions, qui peuvent heurter ceux qui nous lisent. Car tous ne sont pas royalistes ! Tantôt ce sont des lecteurs communistes qui se plaignent de notre dureté; tantôt des militants ou des dirigeants socialistes qui s'étonnent de notre sévérité; ou bien des partisans de Jacques Chirac qui ne comprennent pas notre soutien à François Mitterrand. C'est que nos colères sont à la mesure de nos déceptions. Nous avons souhaité une évolution du Parti communiste et nous sommes obligés de constater sa régression. Nous avons espéré que le Parti socialiste changerait ses méthodes et nous devons souvent déplorer ses erreurs et son étroitesse d'esprit. Et c'est parce que nous nous sentons proches de la tradition gaullienne que nous contestons la logique politicienne de ceux qui s'en réclament. Il est vrai, enfin, que nous sommes sans concession à l'égard du « libéralisme avancé », qui porte en lui l'injustice, à l'égard des totalitarismes de droite et de gauche, qui tuent la liberté, et que nous répudions toute attitude de guerre civile.

Point de complaisance, donc, ni de démagogie, mais une volonté de dialogue qui s'exprime dans chaque numéro de ce journal. « Royaliste » n'est pas l'instrument d'une idéologie, mais un lieu de libre débat, rédigé par des hommes et des femmes qui appartiennent à des traditions différentes, qui n'ont pas les mêmes convictions philosophiques et religieuses, et qui, heureusement, ne donnent pas des événements des interprétations toujours identiques. Nous sommes tous en recherche, ce qui implique approximations et, parfois, contradictions. Mais nous voulons, tous, poser la question de la monarchie à l'ensemble des Français et témoigner, déjà, qu'il est possible de participer autrement à la vie politique. Tel est notre lien, et notre commune ambition.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Olivier Lespès - Une révolution dans le royalisme, histoire de la NAR - Col. Lys Rouge. Prix franco : 70 F CCP « Royaliste » 18 104 06 N Paris.